

## Afrique plurielle

---

Alors que s'est réuni le XXIII<sup>e</sup> sommet Afrique-France (3 et 4 décembre à Bamako), il est difficile de porter sur ce continent un regard synthétique. Plus que jamais, au sud du Sahara, les réalités sont disparates. Impossible de formuler un jugement unique sur ce continent hétérogène.

Certains pays sont enlisés dans la souffrance, les violences. L'économie du Zimbabwe s'effondre, la catastrophe humanitaire du Darfour persiste, les conflits en Côte d'Ivoire et en RD Congo ne s'éteignent pas. Voilà l'Afrique des drames, dont les frontières sont mouvantes. Elle appelle au renforcement des interventions préventives et correctives des pays africains, comme de la communauté internationale. Récemment, plusieurs conflits ont pris fin en Angola, en Guinée Bissau, au Libéria ou en Sierra Léone. D'autres pourraient l'être dans un proche avenir au Burundi, en Somalie ou en Casamance. Signe encourageant, les organisations régionales, telles l'Union Africaine et la CEDEAO, jouent un rôle croissant dans les efforts de paix.

A quelques pas de là, existe aussi une Afrique du succès. Un petit nombre de pays, en effet, obtient des performances remarquables depuis de nombreuses années. Le Botswana, le Mozambique ou encore l'Ile Maurice ont su engendrer, ces deux dernières décennies, une croissance économique supérieure à 4% par habitant et par an en moyenne. Le Cap Vert et le Lesotho ont tenu un rythme de plus de 3%, tout comme les Seychelles jusque récemment, ou encore l'Ouganda depuis quinze ans.

Entre les hauteurs du succès et le fond des crises, la masse des pays subsahariens connaît des situations intermédiaires. Il ne faut sous-estimer ni leurs défis, ni leurs progrès. Une croissance par tête, lente mais régulière, s'est installée dans plusieurs espaces africains, même dans une des zones qui doit surmonter des contraintes particulièrement difficiles comme le Sahel : Bénin, Burkina Fasso, Mali. Au plan politique, les avancées de la gouvernance démocratique et du multipartisme ont été importants depuis la fin de la guerre froide. La commission des Nations Unies pour l'Afrique considère déjà comme crédibles et légitimes une vingtaine de systèmes électoraux au Sud du Sahara. La décentralisation administrative a souvent stimulé les sociétés civiles. Les opinions publiques s'expriment plus librement, et avec elles de nouvelles demandes sociales. La part des jeunes qui savent lire et écrire a plus que doublé ces vingt dernières années ; celle des adultes aussi. L'accélération des échanges intérieurs, le développement du secteur informel, l'émergence d'une classe moyenne privée.... Autant de dynamiques positives qu'il faut savoir regarder, au-delà des déceptions.

Beaucoup d'espoirs ont été placés dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Définis il y a cinq ans, ils engagent la communauté internationale à réduire de moitié la part de la population qui vit dans l'extrême pauvreté ; celle atteinte de malnutrition ; celle privée d'eau potable ; à diviser par deux les taux de mortalité infantile et maternelle ; à réaliser la scolarisation primaire universelle et l'égalité des sexes face à l'éducation ; à enrayer la propagation du paludisme et du sida. Tout cela avant l'an 2015.

L'Afrique plurielle est mal placée dans cette course aux ODM, ou plutôt ce *sprint*. Au rythme actuel, 42 de ses 47 pays pourraient manquer la moitié de ces objectifs. Ceci ne signifie pas qu'ils n'auront pas marqué des avancées significatives dans les conditions de vie de leurs populations. Le « retard » pris sur les ODM, comme la réalité des avancées, invitent à la mobilisation. D'autant que pour une fois dans l'Histoire, les pressions qui pèsent sur l'Afrique semblent tourner à son avantage.

Les termes de l'échange d'abord : leur détérioration s'est ralentie puis inversée ; entre 2000 et 2004, ils se sont même améliorés de 1% par an pour les pays subsahariens – avec toutefois d'importants bémols pour des produits clefs comme le coton. Les politiques commerciales du Nord ensuite : les plus nocives d'entre elles sont aujourd'hui au cœur des négociations à l'OMC. Le continent sort également d'une douloureuse crise de la dette qui a longtemps pesé sur ses finances publiques. Enfin, le cycle noir des années 1990 pendant lequel l'aide publique au développement a été délaissée semble s'achever. Depuis 1997, si l'on y inclut les annulations de dettes, l'aide internationale à l'Afrique subsaharienne a augmenté de plus de 50%. Le 60<sup>e</sup> sommet des Nations Unies, en septembre dernier, a entériné l'engagement ferme d'un grand nombre de pays développés à consacrer 0,7% de leur PIB à l'aide d'ici 2015 ; il a aussi salué le projet de taxe de solidarité sur les billets d'avion. L'investissement, public d'abord, privé ensuite, reprend. Il est indispensable pour faire face au défi d'une formidable croissance démographique qui portera le nombre des habitants de l'Afrique subsaharienne à 890 millions en 2015, sur des sols de plus en plus épuisés, avec des ressources en eau de plus en plus rares.

La question n'est donc pas « que faire d'une Afrique en déroute », comme cela est trop souvent posé, mais « que peut-on apprendre des succès africains » et « comment diffuser leurs enseignements » ? L'expérience montre que les pays qui s'engagent dans le changement, économique et politique, peuvent obtenir des résultats durables. Avec l'aide accrue de la communauté internationale et une refonte plus juste du commerce internationale, une Afrique qui se réforme et surmonte ses crises peut devenir une zone de croissance et de grand espoir.

**Kemal Dervis**, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le Développement

**Jean-Michel Severino**, Directeur général de l'Agence Française de Développement,  
jms\_media@afd.fr